HAL
open science

La Turquie, l'Iran et la Russie, nouvelles forces de stabilisation du Moyen-Orient ?

Bayram Balci

To cite this version:

Bayram Balci. La Turquie, l'Iran et la Russie, nouvelles forces de stabilisation du Moyen-Orient ?. Les Études du CERI, 2018, 235-236, pp.39 - 43. 10.25647/etudesduceri.235-236.06 . hal-03440942

HAL Id: hal-03440942

https://sciencespo.hal.science/hal-03440942

Submitted on 22 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

La Turquie, l'Iran et la Russie, nouvelles forces de stabilisation du Moyen-Orient ?

par Bayram Balci

La crise syrienne, dont l'impact sur les relations entre la Russie et l'Occident a bouleversé l'ordre régional et international[1], et ainsi ravivé le spectre d'une nouvelle guerre froide, entre dans sa septième année. Calquée sur l'aspiration populaire démocratique de la Tunisie, la révolte du peuple contre la dictature de Bachar al Assad a dégénéré en de multiples guerres entre différentes forces ethniques ou confessionnelles syriennes, toutes soutenues ou instrumentalisées par une puissance extérieure régionale : la Turquie, l'Iran, les Etats-Unis, la Russie et les Etats européens. Après des années de chaos, il semble que la guerre perde en intensité et que le pays se dirige vers une reconstruction nationale aux contours et à la forme encore imprécis. Alors que les Etats-Unis et l'Europe, mais aussi leur allié turc, avaient à tort misé sur une chute rapide de Bachar al Assad, il apparaît que la fin des hostilités en Syrie dépende grandement des puissances régionales que sont la Russie, l'Iran et la Turquie. Ce n'est pas un hasard si les pourparlers sur la fin du conflit et l'après-guerre en Syrie ont réuni ces acteurs à Astana. Dans les instances internationales et sur place, ces trois puissances jouent leurs atouts et leurs intérêts en exerçant des pressions sur les protagonistes, qu'il s'agisse du régime ou des divers groupes rebelles. Se pose alors la question de la nature des liens qui font d'eux des « faiseurs de roi » dans le conflit syrien. Si alliance il y a, combien de temps durera-t-elle, et quels en sont les points d'achoppement ? Les motivations paraissant divergentes et même inconciliables, quelles seront la solidité et l'efficacité de leur entente ? Ce manque de clarté suscite l'inquiétude à l'échelle régionale. En effet, les divisions et les rivalités sont trop nombreuses pour ne pas relativiser l'optimisme d'aucuns.

Le soutien constant de la Russie et de l'Iran à Bachar al Assad

La position actuelle de la Turquie, de la Russie et de l'Iran dans le conflit syrien est le produit historique de leur réaction initiale aux « printemps arabes ».

Pour la Russie, les choses ont dès l'abord été très claires. Les « printemps arabes », c'est-à-dire la révolte des masses contre des pouvoirs autoritaires en place depuis plusieurs décennies, n'étaient rien d'autre que des « révolutions de couleur » comparables à celles que Moscou avait connues dans son ancien « étranger proche », dans le Caucase et en Asie centrale[2]. Les soulèvements des Tunisiens, des Egyptiens, des Libyens et des Syriens étaient comparables à ceux des Géorgiens, des Ukrainiens et des Kirghizes dans les années 2000. Ils constituaient des risques tant de déstabilisations étatiques et de contaminations démocratiques que de contagions islamistes, dommageables aux intérêts russes. Enfin, le fait que les révolutions démocratiques arabes aient suscité le soutien de l'Occident ne

[1] P. Issa, « Syrian civil war : Five ways the conflict has changed the world », *The Independent*, 13 mars 2016.

[2] M. N. Katz, « Russia and the Arab springs », Middle East Institute, 3 avril 2012, **http://www.mei.edu/content/russia-and-arab-spring**

pouvait qu'éveiller la méfiance de Moscou, et donc sa réprobation, y compris et surtout dans la version syrienne. Le Kremlin avait en effet intérêt à voir se maintenir Bachar al Assad au pouvoir puisque la Russie dispose d'une importante base militaire en Syrie et y réalise une bonne part de ses ventes d'armes. Défendre ses intérêts militaires, qui datent de l'ère soviétique, exigeait de défendre le régime en place.

Pour l'Iran, se positionner vis-à-vis des « printemps arabes » a été beaucoup plus difficile[3]. Téhéran a en effet été séduit par le départ de certains dictateurs (comme celui du Tunisien Ben Ali) dont la politique était trop séculière et pro-occidentale de son point de vue. Mais la rapide ascension au pouvoir des islamistes, les Frères musulmans sunnites, a eu tôt fait d'inquiéter le régime des mollahs. En Syrie, l'Iran avait encore plus de raisons de soutenir le pouvoir en place et de s'opposer coûte que coûte à toute opposition au chef de l'Etat, car malgré une solidarité musulmane de façade, Téhéran soutient *de facto* les régimes chiites et ceux qui lui sont proches, notamment le clan alawite des Assad, père et fils. Mais le principal moteur de son appui au régime du président syrien a été d'ordre militaire et stratégique : son maintien à Damas garantit à l'Iran l'accès au Liban et à son allié dans la région, le Hezbollah, pilier de sa politique anti-israélienne.

Ainsi, au mépris des crimes perpétrés contre le peuple syrien, l'Iran et la Russie ont soutenu et continuent de soutenir le régime d'Assad. Une politique obstinée et constante, fondée sur la poursuite d'intérêts nationaux supérieurs avec un cynisme politique exacerbé.

Les hésitations de la politique turque

Face à eux et face à l'homme de Damas, la politique de la Turquie a été plus hésitante et a changé plusieurs fois de nature, ce qui explique en partie les actuels déboires d'Ankara dans la crise syrienne, qui ruinent toute sa politique intérieure et internationale[4]. Au moment du déclenchement de la révolte populaire en Syrie contre le pouvoir, Assad était un bon allié de la Turquie, voire son meilleur partenaire dans la région. Depuis leur fondation sur les débris d'un même Empire ottoman, les deux pays sont restés longtemps opposés sur diverses questions, comme le différend frontalier sur l'Hatay et l'irrédentisme kurde, soutenu par la Syrie contre la Turquie. L'embellie dans leurs relations est survenue en 2002 mais au printemps 2011, Ankara a tenté de se poser en médiateur et de faire entendre raison au président syrien pour entamer un dialogue et des pourparlers d'apaisement. En vain, car le régime s'est obstiné et a défié tous les pronostics d'une fin proche. La Turquie a alors radicalement changé de politique, et soutenu massivement l'opposition pour accélérer la chute du dictateur. Or contre toute attente, celui-ci a résisté, profitant de la segmentation de la société syrienne et du soutien quasi-inconditionnel de l'Iran et de la Russie.

[3] S. Chubin, « Iran and the Arab spring : Ascendancy frustrated », Gulf Research Center, septembre 2012, **http://carnegieendowment.org/files/Iran_and_Arab_Spring_2873.pdf**

[4] Y. Yakis, « Turkey after the Arab spring : Policy dilemmas », *Middle East Policy Council*, Vol. XXI, n° 1, mars 2014, **http://www.mepc.org/turkey-after-arab-spring-policy-dilemmas**

Parallèlement, l'émergence d'une nouvelle menace, celle de Daech qui les visait directement, a obligé les Occidentaux à revoir leurs priorités moyen-orientales et à changer leur politique syrienne, pour se focaliser désormais sur sa destruction, laissant au second plan, voire s'accommodant et participant indirectement au maintien d'Assad. Pour la Turquie, passée à contrecœur en 2012 dans le clan des « anti-Bachar » du fait de la pression internationale liée à la crise humanitaire débordant à ses frontières, le prolongement du conflit syrien est vite devenu ingérable. Plus Assad perdure au pouvoir, plus le conflit syrien l'affaiblit.

Le prolongement de la crise syrienne a surtout fait apparaitre deux nouvelles menaces plus dangereuses encore pour Ankara que celle du régime du dictateur. D'une part, l'extension par Daech, aux prises avec la résistance kurde en Syrie, du théâtre de ses attentats contre des cibles kurdes et turques sur son territoire. D'autre part, le renforcement, avec le soutien de l'allié américain notamment, du mouvement national kurde en Syrie, sans cesse plus hostile à la Turquie. Ces événements l'ont poussée à revoir sa politique syrienne. Constatant que ses alliés occidentaux de l'OTAN armaient les milices kurdes de Syrie mais que le PKK détournait une partie de ces armements pour servir la guérilla anti-Turcs, la Turquie, lâchée *de facto* par l'OTAN dont elle est pourtant membre, a été obligée de se rapprocher de la Russie et de l'Iran.

Le rapprochement russo-irano-turc : vers une solution politique au conflit syrien ?

Le constat d'échec de la communauté internationale à trouver et même à vouloir une solution à la crise syrienne a donc incité Ankara à chercher de nouvelles alliances pour assurer sa sécurité dans un conflit devenu d'une grande complexité. Dès lors, la Russie, l'Iran et la Turquie ont prétendu réussir là où les Occidentaux avaient échoué et trouver une solution politique durable et acceptable à la crise syrienne[5].

Ce rapprochement s'est concrétisé avec le processus d'Astana, c'est-à-dire les rencontres des principaux protagonistes du conflit syrien sous la supervision des trois pays. Chacun d'eux exerce son influence sur ses « protégés » afin de créer des zones de désescalade et d'engager un processus politique pour qu'à moyen terme les hostilités cessent et qu'un règlement du conflit soit envisageable. Dans ce partage des tâches, la Russie et l'Iran doivent exercer une pression sur le régime d'Assad qu'ils protègent et manipulent depuis le début. Quant à la Turquie, il est attendu qu'elle joue de son influence sur les groupes rebelles sunnites afin de les pousser au dialogue pour qu'enfin une solution politique se profile.

Ce triumvirat semble avoir apporté une certaine accalmie dans le conflit, même si le régime ou l'un des groupes armés rompt régulièrement la trêve par une attaque quand il en voit l'opportunité. Malgré cet apaisement, il n'est pas certain que le pont russo-turco-iranien soit suffisamment solide pour assurer une transition vers la paix en Syrie. Car des divergences entre les trois puissances régionales se font déjà sentir, et ne permettent pas un trop grand optimisme.

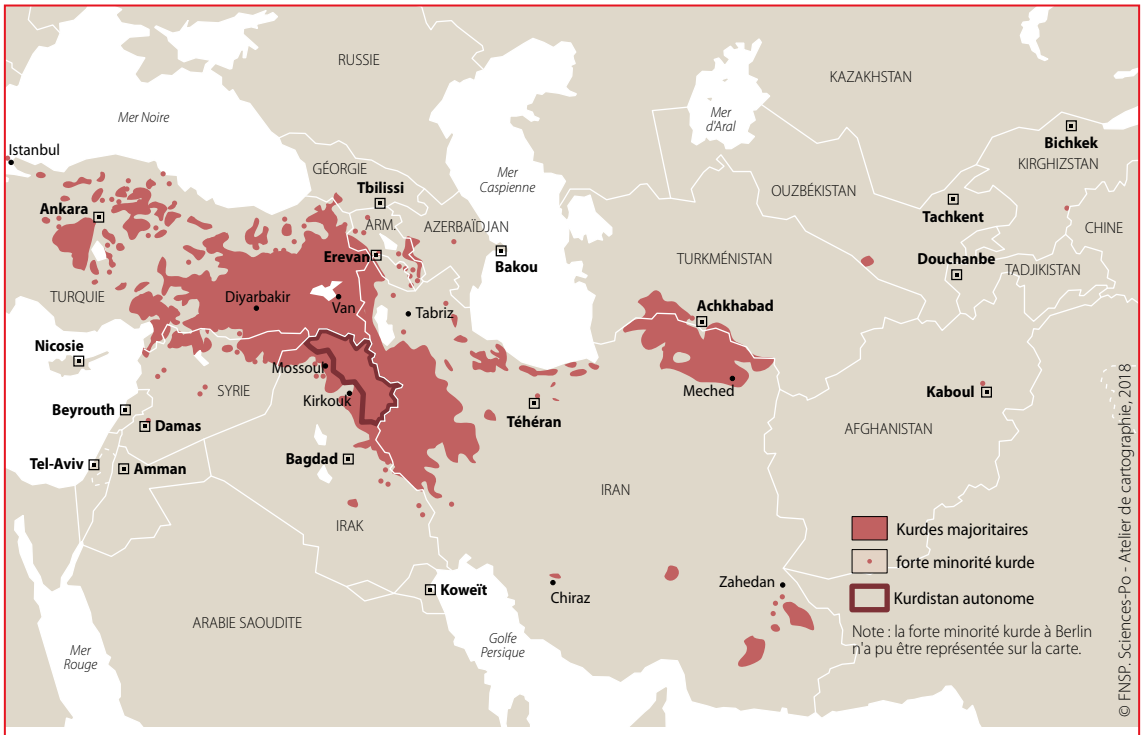
[5] B. Friedman, « Russia, Turkey, and Iran : Cooperation and competition in Syria », Moshe Dayan Center, *Tel Aviv Notes*, Vol. 11, n° 2, janvier 2017, **https://dayan.org/content/russia-turkey-and-iran-cooperation-and-competition-syria**

En effet, pour ce qui est des relations entre la Turquie et l'Iran dans le dossier syrien, la relative entente ne doit pas cacher les divergences entre les deux acteurs majeurs du jeu moyen-oriental. S'ils ont compris l'urgente nécessité de maîtriser le brasier syrien, deux différends continuent de les diviser. En premier lieu, le sort du président. L'Iran ne semble pas être prêt à le lâcher, alors que la Turquie, même si elle ne s'exprime plus sur le sujet, reste toujours déterminée à le voir tomber. De plus, dans le contexte de forte émergence de l'Iran en tant qu'acteur régional sur une scène internationale où tout lui réussit, y compris le bras de fer avec l'Occident sur le dossier nucléaire, la Turquie se sent plus que jamais marginalisée par ce grand rival. Mise en relative sourdine, la rivalité entre chiites et sunnites qui renvoie l'Iran et la Turquie dos-à-dos, risque de resurgir et de cristalliser les relations bilatérales autant qu'exacerber la compétition pour un *leadership* régional fondé sur une vision confessionnelle.

Le problème kurde, un nouvel obstacle à la paix au Moyen-Orient ?

Entre la Turquie et la Russie, le dialogue sur le dossier syrien est encore plus fragile et le rapprochement spectaculaire en cours ne doit pas faire illusion. Affaiblie et désemparée, enlisée dans le chaos syrien, abandonnée par ses alliés occidentaux, c'est en désespoir de cause que la Turquie s'est rapprochée de la Russie. S'accommodant bon gré mal gré du maintien non négociable d'Assad au pouvoir par Moscou, elle espère obtenir en échange un soutien russe sur la question kurde en Syrie. En effet, depuis que la révolution syrienne s'est engouffrée dans la voie de la guerre civile, une révolution silencieuse kurde transforme

Zones de peuplement kurde



Source : David McDowall, *A Modern History of the Kurds*, Londres, Tauris, 1996

tout le Moyen-Orient, et la Turquie se sent directement menacée dans sa sécurité et son intégrité[6]. Le mouvement irrédentiste du PKK qu'elle combat s'est rendu maître des milices kurdes en Syrie, sur lesquelles s'appuient les alliés occidentaux pour combattre l'« Etat islamique ». Trouver un point d'entente entre Turcs et Russes sur cette question ne sera pas tâche facile, car même si elle ne soutient pas militairement les milices kurdes soumises au PKK, Moscou ne compte pas se dessaisir du dossier, qu'il soit estampillé PKK ou autre, pour satisfaire les seuls intérêts de la Turquie. En d'autres termes, en Syrie, les deux alliés ne sont pas du tout en mesure d'harmoniser leurs positions vis-à-vis des Kurdes. Ainsi, au grand dam d'Ankara, la Russie a évoqué une nouvelle Constitution syrienne dans laquelle est mentionné le fait autonome kurde[7]. Son évocation même inquiète la Turquie qui a peur d'un effet miroir qui encouragerait les Kurdes à demander la même chose. Ainsi, forte ou faible, comme c'est le cas actuellement, la Turquie se heurte depuis sa création aux mêmes difficultés, prisonnière et tributaire de son problème kurde. Le pouvoir turc, conscient et proactif sur la question, avait adopté une politique d'ouverture vis-à-vis des Kurdes depuis 2009 en engageant des discussions secrètes avec le PKK, faisant progresser le dialogue, jusqu'au point de rupture qu'a constitué la crise syrienne. La direction actuelle du PKK et l'Etat turc se sont violemment affrontés sur le théâtre syrien depuis 2011. Il faudra du temps, et sans doute de nouvelles équipes au pouvoir en Turquie et au sein du PKK pour que reprennent les pourparlers. En attendant, Ankara va connaître des relations difficiles avec tous ses voisins en grande partie à cause du fait kurde.

*

* *

La calamité mondiale qu'est la crise syrienne entre dans une nouvelle phase où un semblant de solution, ou du moins de pacification devient envisageable. Elle inaugure aussi une reconfiguration inattendue des puissances internationales. L'Occident, Union européenne et Etats-Unis en tête, a fait preuve de faiblesse, de manque de vision et de *leadership* mondial. Son discrédit décrédibilise le modèle démocratique et profite aux puissances régionales, russe et iranienne, qui voient triompher leur modèle autoritaire. Ces deux pays, alliés fidèles de Bachar al Assad depuis le début, ont su récupérer les déçus de l'Occident comme la Turquie. Pourtant, ce rapprochement entre Moscou, Téhéran et Ankara dans le dossier syrien est plus fragile que jamais. Car nombreux sont encore les différends qui les opposent et les empêchent d'œuvrer ensemble à l'écriture d'une nouvelle page dans l'histoire de la Syrie. A défaut de paix et de solution définitive pour ce pays, si le triumvirat apportait une accalmie dans la guerre, ce serait déjà un grand pas en avant.

---

[6] Sur la question kurde, voir H. Bozarslan (dir.), « Les Kurdes : puissance montante au Moyen-Orient ? » *Anatoli*, n° 8, septembre 2017.

[7] S. Idiz, « Turkey quietly concerned with Russia's Kurdish policy », *Al Monitor*, 24 octobre 2017, **https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2017/10/turkey-russia-kurdish-policy-causes-concern-in-ankara.html**

Pour citer cet article : Bayram Balci, « La Turquie, l'Iran et la Russie, nouvelles forces de stabilisation du Moyen-Orient ? », *in* A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2017 / Les Etudes du CERI*, n° 235-236, février 2018 [en ligne : **www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude**].